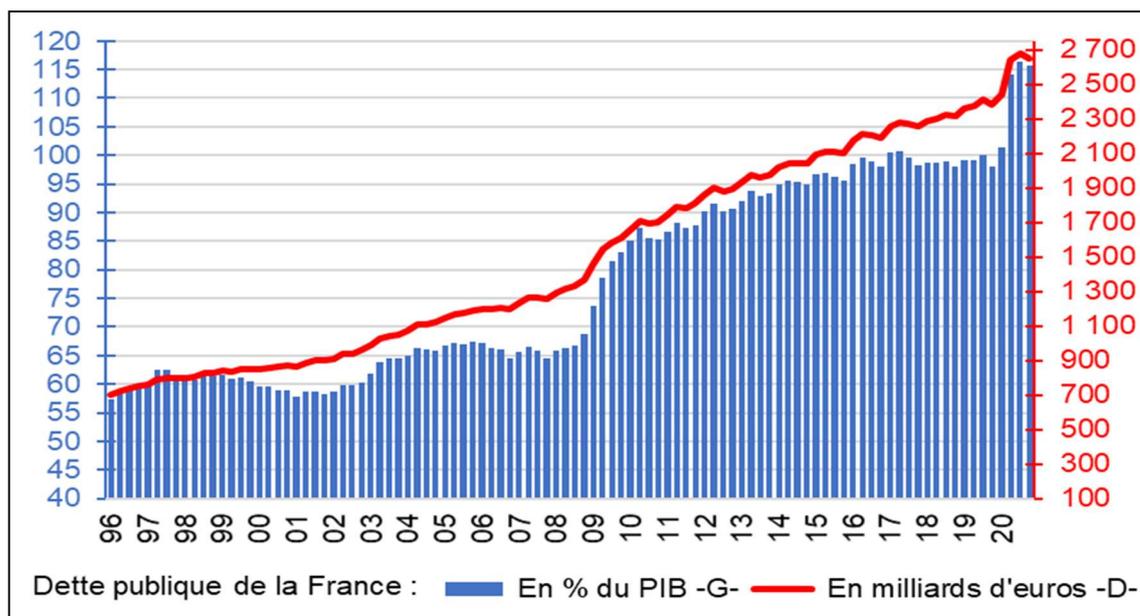


France : la dette publique flambe, la BCE achète, mais la récession perdure...

C'est une sorte de miracle de Pâques : après avoir atteint un sommet historique de 2 673,8 milliards d'euros au troisième trimestre 2020, la dette publique française a baissé de 23,7 milliards d'euros au quatrième trimestre 2020. Cet artifice comptable tient simplement au fait qu'au cours de ce dernier, les administrations publiques ont puisé dans leur trésorerie pour financer leur besoin de financement, réduisant ainsi leur recours à l'endettement.

Mais, ne rêvons pas : cette manipulation est temporaire et la dette publique repartira en nette hausse dès le premier trimestre 2021. De plus, en dépit de la baisse artificielle du quatrième trimestre, la dette publique française atteint tout de même 2 650,1 milliards d'euros, soit 115,7 % du PIB. Autrement dit, comparativement aux niveaux de la fin 2019, la flambée est notable : + 270,6 milliards d'euros et + 18,1 points de PIB.

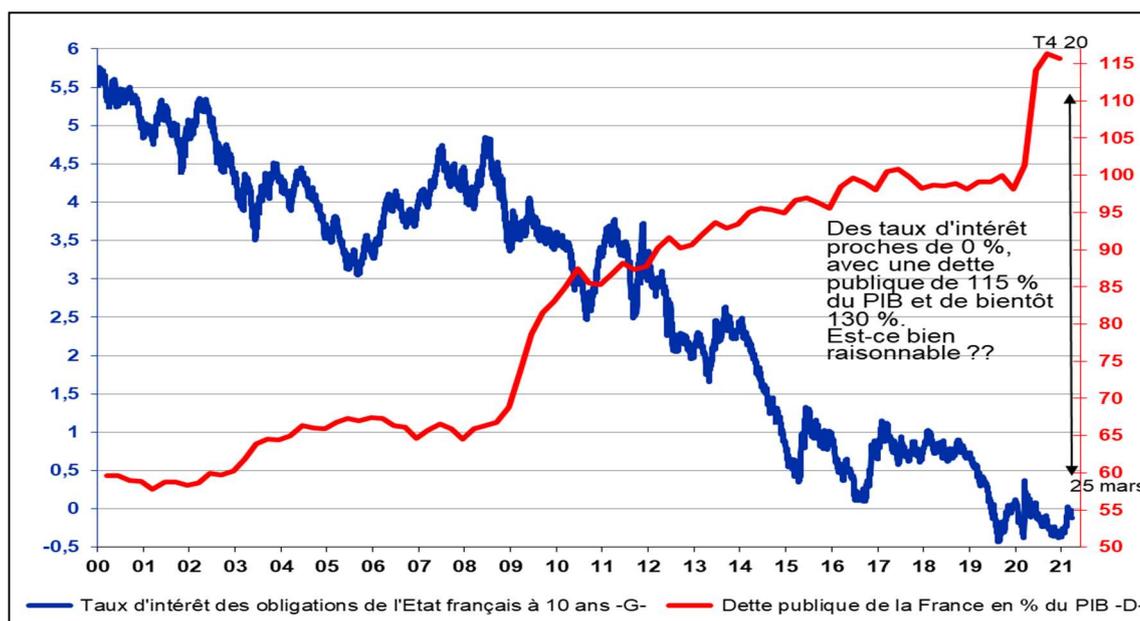
Dette publique française fin 2020 : 2 650,1 Mds d'euros, soit 115,7% du PIB.



Sources : INSEE, ACDEFI

Certes, en dépit de cette flambée, les taux d'intérêt des obligations de l'Etat français restent artificiellement bas, grâce aux achats massifs de la BCE. Pour autant, malgré cette débauche de moyens, le résultat est sans appel : la France reste engoncée dans la récession. Et ce, avant même les mesures de reconfinement du 18 mars.

La bulle de la dette continue... pour l'instant...



Sources : INSEE, ACDEFI

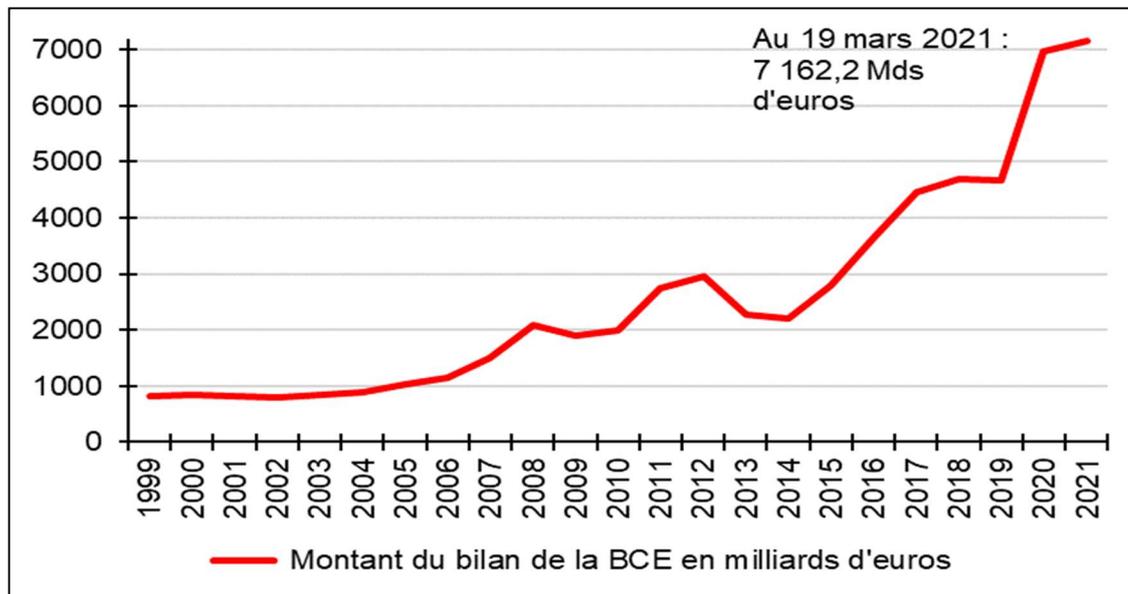
Notre « douce France » est donc toujours coincée dans l'engrenage infernal suivant : augmentation de la dette publique, financement assuré par la BCE, mais récession.

Un cocktail explosif qui vaut d'ailleurs pour l'ensemble des pays de la zone euro.

A tel point que le montant du bilan de notre chère BCE a, lui aussi, explosé.

Et pour cause : il est passé de 1 000 milliards d'euros en 2005 à 3 000 milliards d'euros en 2012, puis 4 900 milliards à la veille de la pandémie et enfin 7 162,2 milliards d'euros au 19 mars 2021.

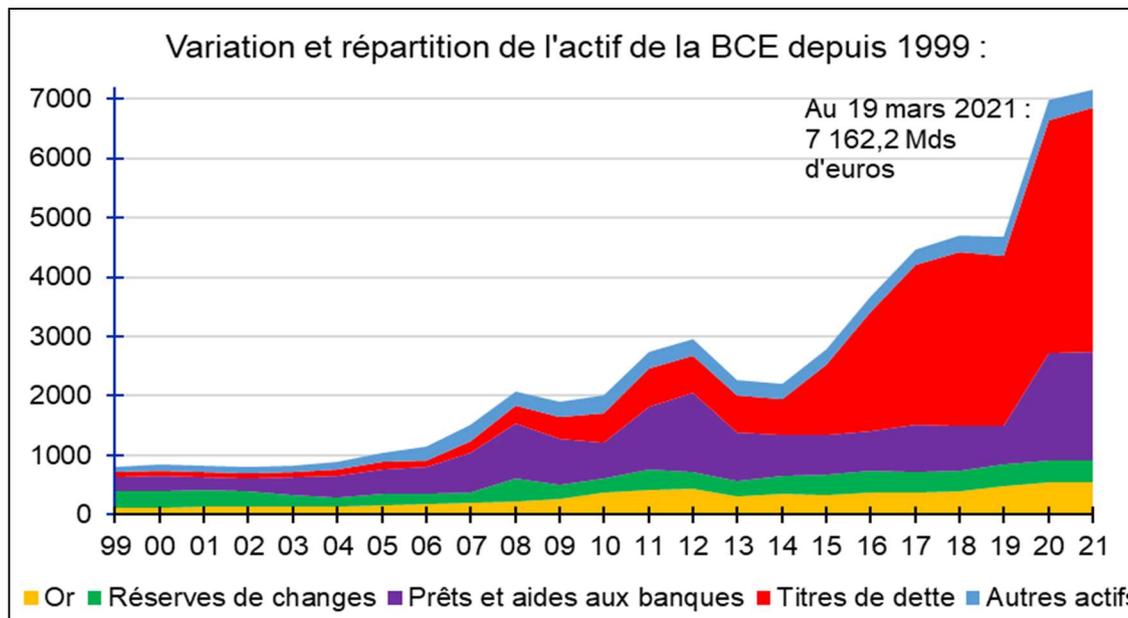
La dangereuse « fuite en avant » de la BCE.



Sources : BCE, ACDEFI

Bien entendu, l'augmentation massive du montant du bilan de la BCE s'explique principalement par la flambée des titres de dette détenus par notre très chère Banque Centrale Européenne. De 10 % en 1999, la part de ces derniers dans l'ensemble des actifs de la BCE est montée à quasiment 60 % en 2021.

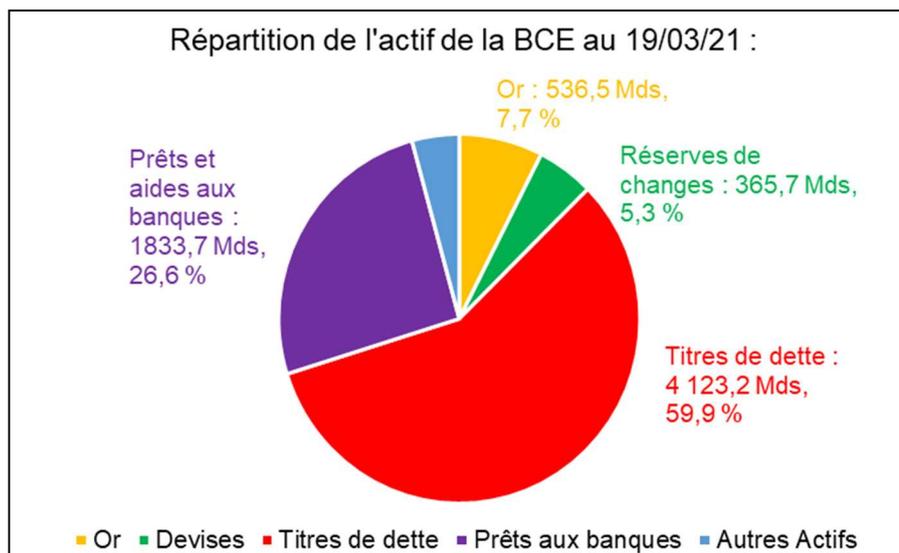
La « planche à billets » de la BCE a explosé depuis 2015 et encore plus en 2020 et 2021.



Sources : BCE, ACDEFI

Au total, au 19 mars 2021, les 7 162,2 milliards d'euros d'actifs de la BCE se répartissent comme suit : 7,7 % d'or, 5,3 % de réserves de changes (soit 372 milliards d'euros : nous sommes très très loin des réserves de la Banque Populaire de Chine qui dépassent les 3 100 milliards de dollars), 26,6 % de prêts et aides aux banques et 59,9 % de titres de dette (presqu'exclusivement publique).

La BCE consacre 60 % de son bilan au financement de la dette publique...



Sources : BCE, ACDEFI

A l'évidence, cette fuite en avant fait froid dans le dos. Car elle signifie que lorsque la BCE réduira la voilure, les taux d'intérêt des obligations d'Etat augmenteront nettement.

Ce qui affaiblira mécaniquement la reprise et suscitera une nouvelle crise de la dette publique.

En attendant, joyeuses Pâques...

Marc Touati